

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 8 Novembre 2010***

Nombre d'élus : 23

En fonctions : 23

Présents : 19

**Sous la présidence de M. STRAUB, Maire**

**Etaient présents:** Mmes GAUGIN - PALUCCI – MAHIEU - M. NAVROT - DHIOS - NICOLAY Adjoints.

Mmes HERZHAUSER - CUSUMANO - ANTOINE – DILLER – PATRICOLA - ANDRE  
M. PERRET - KAUFFER - VINCENT - BRABLE - TISON - CORTINA (arrivé courant du point 2)  
Conseillers.

<b>Absents excusés:</b>	Mme FLORI →	proc à Mme DILLER
	M. QUINIO →	procuration à M. NICOLAY
	M. OMINETTI →	procuration à Mme CUSUMANO
<b>Absent</b>	M. LORANG	

**Date d'envoi de la convocation : 4 novembre 2010**

*Secrétaire de séance : Monsieur KAUFFER*

### **Ordre du Jour**

1. Approbation compte rendu du Conseil Municipal du 31 Août 2010
2. Budget Supplémentaire 2010
3. CAF : Renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse 2010-2013
4. Aménagement d'un parking Rue du Saint Quentin - PACTE 2009-2011
5. Aménagement d'un parking Rue de la Cheneau – Demande de subvention au titre des amendes de police
6. Renouvellement du bail ORANGE
7. Cotisation ACDAP
8. Cotisation USEP
9. Associations : Demande de subvention de l'AS Scy-Chazelles
10. Renouvellement du bail de chasse
11. Jardins Familiaux – Location des terrains à l'association des jardins familiaux
12. Renégociation du contrat de location des photocopieurs
13. Revitalisation des coteaux en friches : convention avec l'ENSAIA
14. Droit de préemption urbain
15. HAGANIS : Rapport d'activité 2009
16. Divers

## 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 AOÛT 2010

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 31 août 2010 est approuvé à l'unanimité.

## 2) BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2010

### Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire commente le budget supplémentaire 2010 et précise que chaque membre du conseil a été destinataire d'un exemplaire.

En Fonctionnement, chaque compte a été réajusté ou non en fonction des dépenses réalisées ou à venir. Il explique les articles les plus importants.

Cette section s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 162 500 €.

En section d'investissement, Monsieur le Maire précise les recettes prévues au budget primitif et versées en cours d'année ainsi que les recettes supplémentaires.

Au niveau des dépenses d'investissement, il détaille les travaux restant à entreprendre et précise les réajustements effectués sur les lignes où les travaux ont été réalisés.

La section s'équilibre à la somme de 24 353 €. Ceci témoigne de la grande proximité existant entre le budget primitif et les dépenses exécutées.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**vote** le budget supplémentaire tel qu'énoncé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

## 3) CAF : RENOUVELLEMENT DU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE 2010-2013

### Rapporteur : Madame ANTOINE

Le contrat « Enfance et Jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.

Il est formalisé par la mise en place d'une convention signée pour une durée de 4 ans (2010 à 2013). Cette convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service enfance et jeunesse (Psej).

Elle a pour objet de :

- déterminer l'offre de service adaptée aux besoins des usagers et aux disponibilités financières des co-contractants et les conditions de sa mise en œuvre ;
- décrire le programme des actions
- fixer les engagements réciproques entre les co-signataires.

En l'espèce, le 1er CEJ signé pour la période de 2006- 2009 portait sur les actions suivantes :

- Périscolaire, mercredis éducatifs, petites et grandes vacances, pour un montant de prestation de service CEJ s'élevant à 38 537.42 €
- Animations ados, pour un montant de prestation de service CEJ s'élevant à 4 952.76 €

Aussi, suite à l'évaluation de ce premier CEJ, en présence de Mme GIRARDIN Sophie, il a été convenu que l'ensemble des actions serait maintenu à l'exception des animations ados, et ce au regard du peu de fréquentation.

Le nouveau CEJ sera signé pour la période du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2013, et il portera sur les actions suivantes :

- Péri-scolaire, mercredis éducatifs, petites et grandes vacances, pour un montant prévisionnel et estimatif de prestation de service CEJ s'élevant à 38 537.42 €

Les animations ados n'étant pas maintenues, la prestation de service CEJ en lien avec cette action, soit 4.952.76 €, ne sera plus due.

Le Conseil Municipal doit autoriser le Maire à renouveler le contrat Enfance Jeunesse et à signer le nouveau contrat. Ce contrat sera complété par les actions des communes du Ban Saint Martin et de Longeville les Metz, elles mêmes signataires.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à signer le nouveau contrat CEJ pour la période 2010-2013 et les éventuels avenants à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

#### **4) AMENAGEMENT d'UN PARKING RUE DE SAINT QUENTIN - PACTE 2009-2011**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle au Conseil que la dotation initiale du PACTE 2009-2012 était de 192 082 €. Cette somme a été affectée en grande partie au projet d'accessibilité du site départemental R. Schuman et Aménagement qualitatif de ses abords.

Une somme de 29 082 € reste à affecter.

Le 4 mai dernier, le conseil avait décidé d'affecter 4 400 € sur le projet de réfection des trottoirs rue de Moulins et Rue de la Passerine. Le dossier n'étant pas encore déposé au Conseil Général, Monsieur NICOLAY propose d'annuler cette demande et d'affecter le reliquat entier de la dotation soit 29 082 € au nouveau projet d'aménagement d'un parking Rue du Saint Quentin.

Un premier devis a été établi par l'entreprise Jean Lefebvre d'un montant de 67.960.50 € HT soit 81.280.76€ TTC.

M. BRABLÉ vote «contre» considérant que le coût de ce terrain est excessif.

Mme PALUCCI s'abstient car elle ne pense pas que l'implantation de ce parking soit judicieuse et règlera les problèmes de stationnement rencontrés dans le village.

M. NICOLAY précise que Metz Métropole a demandé à la commune d'intervenir car le service de collecte des ordures ménagères rencontre de plus en plus de difficultés de circulation dans cette rue au regard des véhicules garés de façon anarchique le long de la voie.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'affecter la somme de 29 082 € au projet d'aménagement d'un parking rue du Saint Quentin.

Adopté par 20 voix pour, une contre (M. BRABLE) et une abstention.(Mme PALUCCI)

#### **5) AMENAGEMENT D'UN PARKING RUE DE LA CHENEAU – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

M. NICOLAY informe le Conseil que suite à une rencontre avec les représentants de la société BATIGERE, un accord de principe verbal lui avait été donné quant à la vente au profit de la commune et à l'euro symbolique de l'espace vert au droit des garages Rue de la Cheneau sis sur la section 2 n°82 en vue d'un aménagement de parking (4 ou 5 emplacements). Un courrier en ce sens doit parvenir en mairie très prochainement.

Cet aménagement peut être subventionné par les amendes de police.

M. NICOLAY précise que les travaux ne seront entrepris qu'après octroi de la subvention. Un devis établi par l'entreprise Jean Lefebvre s'élève à 9 968.80 € HT.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** l'octroi d'une subvention au titre des amendes de police.
- **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune.

Adopté à l'unanimité.

## 6) RENOUVELLEMENT DE BAIL ORANGE

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil que le bail daté du 19 octobre 2004 liant la commune avec France Télécom sera échu en 2013 et que ORANGE a demandé son renouvellement anticipé. Cela concerne les équipements techniques situés dans le grenier de la Mairie et nécessaires à son activité d'exploitant de systèmes de radiocommunications avec les mobiles.

Il précise que le loyer était jusqu'à présent de 11 822.79 €.

Après renégociation, ORANGE propose à la commune un versement annuel de 13 500 €. Ce loyer sera augmenté annuellement de 2 %.

Le bail est consenti pour une durée de douze ans, à compter du 19 octobre 2010. Il sera renouvelé de plein droit par période de 6 ans sauf dénonciation d'une des parties 24 mois avant la date d'expiration de la période en cours.

M. BRABLÉ s'interroge sur un renouvellement avant la date d'échéance.

M. le Maire précise que c'est parce que la société ne veut pas avoir de souci de continuité.

M. CORTINA trouve la durée du bail trop longue et pense que le Conseil ne devrait s'engager que sur sa mandature. De plus, d'ici quelques années, il aura été peut-être prouvé que ces antennes ont un effet néfaste sur la santé. Enfin, il pense qu'il ne faut pas hésiter à demander un coût de location plus important car l'installation dans le grenier leur permet à moindre coût d'avoir une infrastructure existante.

M. BRABLÉ précise que ces redevances sont généralement estimées entre 3 000 et 4 000 € et que l'on ne peut donc décemment aller au-delà du montant demandé.

M. CORTINA précise qu'il votera contre ce point du fait de la durée trop longue du bail.

M. le Maire précise que tous les baux professionnels sont faits sur une base de 3 périodes triennales au moins. Dans le cas particulier, le bail sera résiliable dans 6 ans.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à signer le bail aux conditions susdites.

Adopté par 21 voix pour et une contre. (M. CORTINA)

## 7) COTISATIONS ACDAP

**Rapporteur : Mme Antoine**

Madame ANTOINE rappelle à l'Assemblée que comme chaque année, les écoles communales demandent la prise en charge de la cotisation annuelle des classes au Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique de la Circonscription de Montigny-les-Metz.

La cotisation s'élève à 18 € par classe pour les maternelles (1 classe de l'école Sous les vignes) et 1.80 € par enfant scolarisé au primaire soit  $127 \times 1.80 = 228.60$  €

Au total : 246.60 €

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de verser à l'ACDAP une cotisation de 18 € pour l'école maternelle sous les vignes et de 228.60 € pour le groupe scolaire Bernard Rabas.

Adopté à l'unanimité.

## 8) COTISATIONS USEP

**Rapporteur : Madame ANTOINE**

Madame ANTOINE fait part à l'assemblée de la demande de subvention de l'USEP (Union sportive de l'Enseignement Primaire) pour l'année scolaire 2010-2011 d'un montant de 589.50 €.

Elle rappelle que cet organisme permet aux élèves sigéo-castellois de participer à des activités sportives obligatoires dans le temps de l'enseignement.

Cela représente  $393 \text{ participations} \times 1.50 \text{ €} = 589.50 \text{ €}$ .

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de verser à l'USEP la somme de 589.50 €.

Adopté à l'unanimité.

## 9) ASSOCIATIONS - DEMANDE DE SUBVENTION DE L'AS SCY-CHAZELLES

**Rapporteur : Madame GAUGIN**

Madame GAUGIN informe l'Assemblée du dépôt en mairie du dossier de demande de subvention de l'AS Scy-Chazelles pour l'année 2010-2011 pour un montant de 2 000 €.

Elle précise qu'après étude du bilan moral et financier présenté, des incohérences apparaissent, en particulier, un excédent non repris. Elle rappelle que le Conseil a déjà demandé à plusieurs reprises à l'association de faire un effort de rigueur au niveau des écritures comptables et que cela n'est toujours pas suivi des faits.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'ajourner sa décision tant que le club ne donnera pas toutes les précisions nécessaires à une bonne lecture des comptes.

Adopté à l'unanimité.

## 10) REVISION DU PRIX DU BAIL DE CHASSE

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire précise que le titre est erroné sur l'ordre du jour et qu'il s'agit de la révision du prix du bail et non du renouvellement du bail. Il rappelle au Conseil que la révision du prix du bail de chasse se fait annuellement et qu'il est indexé sur la variation de l'indice des fermages.

Cet indice est constaté pour 2010 à la valeur de 98.37. Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 01/10/2010 au 30/09/2011. La variation de celui-ci par rapport à 2009 est de moins 1.63 %.

M. le Maire rappelle que le coût de la location de la chasse est de 500 €. Il souligne que le conseil n'avait pas appliqué l'augmentation de 3.60 % l'an passé.

M. le Maire informe que depuis le début de l'année 6 sangliers et 17 renards ont été tués sur le ban communal.

Mme PALUCCI, à l'occasion de ce point, tient à affirmer son opposition au droit de chasse, notamment en zone péri-urbaine où la proximité des habitations rend l'activité dangereuse.

D'autre part elle considère que l'activité des chasseurs est hautement polluante en raison de l'usage intensif et normalement interdit depuis 2005 de balles de plomb, métal rare et hautement toxique, qui pollue les nappes phréatiques et empoisonne la faune et la flore ; enfin, les chasseurs en France contreviennent, en toute impunité, aux lois européennes concernant les dates d'ouverture de la chasse, ce qui vaut à notre pays de payer des pénalités, et massacrent les espèces protégées d'oiseaux migrateurs.

La prolifération, toute relative, des sangliers (et non avérée à Scy-Chazelles) est due à la pratique de l'agrainage, à l'abandon des territoires en friche, au confinement des espèces provoqué par une urbanisation anarchique et la mise en place d'infrastructures routières sans corridors écologiques pour le transit des animaux.

Elle ajoute que choisir de vivre à la campagne implique des droits mais aussi des contraintes et notamment de prendre des mesures protégeant les propriétés : grillages enterrés par exemple, comme la municipalité l'a fait autour les jardins familiaux. La "régulation" jusqu'à l'extermination n'est pas une solution. La solution est dans un aménagement équilibré et respectueux du territoire.

En ce qui concerne les renards, il n'y a plus de cas de rage constaté depuis 1996.

Il lui est précisé que les renards sont actuellement porteurs de l'échinococcose alvéolaire qui est transmissible à l'homme.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de ne pas appliquer la révision.

Adopté par 20 voix « pour » et deux « abstentions ». (Mmes PALUCCI et ANTOINE)

## 11) JARDINS FAMILIAUX : LOCATION DES TERRAINS A L'ASSOCIATION DES JARDINS FAMILIAUX

### **Rapporteur: Madame PALUCCI**

Mme PALUCCI informe l'Assemblée qu'une association qui regroupe l'ensemble des locataires des jardins familiaux a été créée. Les statuts ont été déposés au Tribunal.

L'aménagement des jardins est maintenant terminé et les jardiniers vont pouvoir prendre possession des 24 lots mis à leur disposition, à savoir : 22 lots de 2.5 ares et 2 lots de 2 ares. Ceux-ci sont implantés en partie sur la parcelle sise en section 5 n°152 et sur les parcelles sises en section 4 n° 24 et 38 et en totalité sur les parcelles sises en section 4 n° 37 , 39 et 173 (voir plans en annexe) pour une contenance totale d'environ 85 ares.

Elle propose :

- d'une part, que dans un souci de simplification des démarches, la commune loue à l'association les 24 lots et abris de jardins, à charge pour l'association d'établir des baux avec les particuliers et de récupérer le montant des loyers.
- d'autre part, le montant de la location soit de 20 € l'are pour les jardins et 50 € pour les abris de jardin soit un montant annuel de 2 380 €. Elle demande également à l'Assemblée d'accepter de louer gratuitement la première année car les terrains n'auront pas réellement de rendement.

Le bail sera passé du 1<sup>er</sup> novembre 2010 au 31 octobre 2011, reconductible par tacite reconduction chaque année. La révision se fera chaque année en fonction de l'indice INSEE du coût de la vie.

Un règlement définissant les conditions générales d'attribution et de mise à disposition des jardins familiaux a été rédigé en partenariat avec l'association (voir document ci-joint).

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** la mise à disposition gratuite des jardins pour 2010-2011.
- **valide** le règlement
- **autorise** le Maire à signer le bail aux tarifs ci-dessus énumérés et les avenants à intervenir avec l'Association des Jardins Familiaux.

Adopté à l'unanimité moins une voix (Mme DILLER s'abstient faisant partie de l'association des jardins familiaux)

## 12) RENEGOCIATION DU CONTRAT DE LOCATION DES PHOTOCOPIEURS

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle qu'en date du 23 octobre 2007, la commune avait choisi de signer un contrat de location du parc photocopieurs avec la société Burolor. Le coût annuel de location de ce parc est de 5 243.64 € HT.

Il précise que le parc comprend 4 appareils (3 aux écoles et 1 en mairie) mis à disposition à l'état neuf début 2008.

La nouvelle proposition est la suivante :

Changement des appareils en mairie et de celui de l'école Rabas par un appareil neuf d'une gamme supérieure. En effet ces deux sites ont dépassé le seuil de copies prévu préalablement. On conserve les deux appareils des écoles maternelles qui sont peu utilisés et en parfait état.

Il a été demandé de prévoir une carte fax sur l'appareil de la mairie situé à l'étage car le fax arrive en fin de vie ainsi que la possibilité de créer des comptes utilisateurs sur l'appareil de l'accueil et ainsi gérer les copies des associations et du public, ainsi que l'option couleur.

266 000 copies/an à 0.0210 € HT soit un coût annuel de 5 586 € HT.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**accepte** le renouvellement du contrat de location des photocopieurs aux conditions susdites.

Adopté à l'unanimité.

## 13) REVITALISATION DES COTEAUX EN FRICHES – CONVENTION AVEC L'ENSAIA

**Rapporteur : Mme PALUCCI**

Dans le cadre de la démarche initiée par la municipalité associée au Conseil Général pour la revitalisation des coteaux en friche, il a été demandé à l'ENSAIA (Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie et des Industries Alimentaires) de l'épauler dans cette action.

Un élève de 3<sup>ème</sup> année est mis à disposition dans le cadre de son cursus scolaire afin d'étudier une méthodologie pour la mise en place d'un projet multi - partenarial de protection de la zone des coteaux sous forme d'un PAEN ainsi qu'une étude de faisabilité de l'utilisation agricole de cette zone. Ceci implique un contact avec les différents partenaires, éventuellement avec les responsables d'expériences similaires au projet.

Il sera présent en mairie et sur le terrain aux périodes suivantes :

18/10/2010 au 23/10/2010 et du 15/11/2010 au 20/11/2010 et du 13/12/2010 au 18/12/2010 et du 17/01/2011 au 22/01/2011.

Mme PALUCCI propose au conseil eu égard au travail qui sera fourni, de rembourser à cette personne ses frais de déplacements de Nancy à Metz sur la base des tarifs SCNF en 2<sup>ème</sup> classe ainsi que les tickets de bus nécessaires au trajet Gare de Metz-Scy-Chazelles.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à signer la convention
- **accepte** le remboursement des frais de trajet comme susdits.

Adopté à l'unanimité

#### 14) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur : Monsieur BRABLÉ**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 3 n°150	Voie de la Liberté
Terrain bâti	section 3 n°119	Voie de la Liberté
Terrain bâti	section 3 n°137	Rue de la Cheneau
Terrain bâti	section 2 n°12	Chemin des Noques
Terrain	section 8 n°171.172 et 178	Chemin des Mage s
Terrain bâti	section 1 n°263	Rue Saint Vincent
Terrain bâti	section 03 n°40	Rue des Buissons
Terrain	section 2 n°177/78	Rue de la Cheneau
Terrain bâti	section 03 n°115	Voie de la Liberté
Terrain bâti	section 04 n°199	Chemin du Longeau
Terrain	section 9 n°434/93 et 454/94	Quartier Pass erine

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

#### 15) HAGANIS : RAPPORT D'ACTIVITE 2009

**Rapporteur : Monsieur DHIOS**

M. DHIOS présente les rapports d'activité 2009 concernant le traitement des déchets et l'assainissement.

**Assainissement :**

Quelques chiffres



Metz Métropole : 40 communes, 227 440 habitants, 1200 km de collecteurs d'eaux usées et eaux pluviales.

Consommation moyenne d'eau potable par habitant et par jour : 149 litres. Cela correspond à 240 000 m<sup>3</sup> d'eau sale collectée par jour, transportée et épurée.

L'activité des services spécialisés consiste essentiellement à garantir :

- ❖ La qualité environnementale : par une logique certifiée (ISO 9001 et ISO 140001) qui rend les contrôles obligatoires et une transparence des résultats.
- ❖ L'évolution de la réglementation : par des contrôles obligatoires des zones d'assainissements collectifs et non collectifs (une enquête publique a lieu sur notre commune du 08/11 au 10/12)
- ❖ Les contrôles : par des mesures physiques, de conformités, d'analyses des prélèvements etc. pour assurer la santé publique.
- ❖ Le traitement des eaux usées, des boues résiduelles : cette étape finale est assignée à de nombreuses exigences réglementaires.
- ❖ Les travaux d'investissements et d'entretiens : ils ont représenté plus de 17 M € HT pour 2009.

#### **Traitement des déchets :**

Quelques chiffres :

- ❖ 132 559 tonnes de déchets ménagers et assimilés par an collectés et traités par Metz Métropole, la régie Haganis, la société Somergie et autres prestataires.

- ❖ Informer, sensibiliser : sont les objectifs fixés par le GRENELLE de l'environnement pour moins de déchets, plus de recyclage (tri) et plus de valorisation organique.

Il précise que ces dossiers sont consultables en mairie mais aussi sur le site [www.haganis.fr](http://www.haganis.fr).

## **16) DIVERS**

M. CORTINA demande la parole. Il précise qu'il ne remet pas en cause le vote du point n°1 mais n'étant pas d'accord avec les termes du précédent compte rendu, il compte faire part au conseil de ses remarques dont il donne lecture.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal décide à l'unanimité, moins la voix de M. CORTINA, de ne pas intégrer le texte lu dans la mesure où il concerne le point n°1 de l'ordre du jour et que M. CORTINA aurait dû en faire part à ce moment là et non en fin de conseil. Ceci en raison de l'arrivée de M. CORTINA au cours du point n°2.

**Séance levée à 22 h 15**

SCY-CHAZELLES, le 15 novembre 2010

Le secrétaire de séance  
Gilbert KAUFFER

Le Maire  
Jacques STRAUB